

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 6 AVRIL 1927

Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, chargée de l'examen du Projet de Loi supprimant certains Conseils de prud'hommes, modifiant le ressort de certains autres et établissant un Conseil de prud'hommes à Hasselt.

(Voir les nos 79, 85 et 95 du Sénat.)

Présents : MM. HUBERT, président ; BAECK, BROEKX, CARPENTIER, DEMOULIN, DUPRET, EYLENBOSCH, JAUNIAUX, MOYERSON, RUTTEN, SOLAU, VAN BELLE, VAN COILLIE et VAN ROOSBROECK, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

L'Exposé des Motifs qui accompagne le projet de loi nous apprend que l'objet principal de ce projet consiste à « modifier la circonscription d'un certain nombre de Conseils de prud'hommes *en l'étendant* de manière à faire bénéficier des avantages de la loi prud'homale une proportion plus considérable de travailleurs ».

C'est dans cet ordre d'idées que le Gouvernement propose d'étendre les ressorts des Conseils de Malines, Turnhout, Bruxelles, Hal, Louvain, Wavre, La Louvière, Pâturages, Huy, Liège, Verviers, Andenne, Auvelais, Dinant et Namur.

« Parmi ces extensions, nous dit l'Exposé des Motifs, il en est une qui mérite d'attirer votre attention particulière : c'est celle qui institue un Conseil de prud'hommes unique pour toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. »

En proposant ce régime nouveau, le Gouvernement a songé à réaliser les avantages qui résultent de la *centralisation*.

Certaines extensions de ressort consistent à faire passer une ou plusieurs communes de la circonscription d'un Conseil dans celle d'un autre. Le Gouvernement a songé ici, à la facilité des communications pour les justiciables.

Le Gouvernement a songé en outre à supprimer certains Conseils dont l'activité est peu importante. Il s'agit des Conseils de Grammont, Lokeren, Renaix et Seraing.

Enfin le Gouvernement propose d'établir un Conseil de prud'hommes à Hasselt dont le ressort s'étendra à toute la province de Limbourg.

Telles sont les grandes lignes de ce projet dont le but est multiple.

Votre Commission l'a examiné attentivement. Certains points ont soulevé des observations que nous nous proposons de consigner ci-après.

La Commission a étudié tout d'abord avec un soin particulier la question de la fusion de Conseils de prud'hommes.

Il en résulte à la fois des avantages et des inconvénients.

Commençons par passer brièvement en revue les inconvénients :

La fusion peut, en certains cas, com-

promettre le rôle du Conseil de prud'hommes. En effet, les justiciables peuvent être appelés à se déplacer jusqu'à sept fois pour une seule affaire.

1^o Pour déposer plainte auprès du greffier;

2^o Pour se présenter devant le bureau de conciliation;

3^o En cas de remise, si la partie adverse le demande pour un motif plausible, pareille demande n'est jamais rejetée;

4^o Pour comparaître devant le Conseil de jugement;

5^o En cas de remise demandée par la personne assignée ou son avocat;

6^o En cas de condamnation par défaut;

7^o En cas d'opposition.

Et, dans cet exemple, il n'y a pas encore question d'enquête, sinon le nombre de déplacements peut être plus grand encore.

N'allez pas croire que les cas nécessitant sept déplacements soient rares. Ils ne sont malheureusement que trop nombreux. Or, beaucoup d'ouvriers hésiteront d'assigner leur patron s'ils doivent se déplacer trois, quatre, cinq, six ou sept fois, de Heyst-op-den-Berg ou de Ruysbroeck à Malines, ou de Saint-Léonard à Anvers, par exemple.

Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue qu'il n'est guère possible d'imposer aux conseillers de siéger tous les soirs. Ce sont, en général, des militants de syndicats qui ont, en cette qualité, de multiples obligations le soir.

Quant aux *avantages* de la fusion, il convient de dire qu'ils ont une réelle valeur.

L'Exposé des Motifs en énumère quelques-uns.

Il est certain que les conseillers siégeant plus souvent, auront de ce fait une expérience qu'ils pourraient difficilement acquérir s'ils ne sont appelés à juger que tous les deux ou trois mois.

Il serait d'ailleurs souhaitable que les

conseillers prud'hommes eussent le souci d'étudier de près les lois ouvrières. Celles-ci contiennent des dispositions qu'il est utile sinon indispensable de connaître. Trop nombreux sont les conseillers qui les ignorent et ne les appliquent donc pas.

La question de l'unité de la jurisprudence est certes un argument de grande valeur. Certains conseils accordent un préavis d'une semaine; d'autres d'une demi-semaine. Pour l'ouvrier payé au mois, les Conseils accordent un préavis obligatoire tantôt d'un mois, tantôt d'un demi-mois. Ailleurs encore de huit jours. La fusion peut évidemment remédier à cet inconvénient.

Il y a encore l'argument de l'économie; celui-ci a une valeur réelle et incontestable. Le tableau ci-dessous le prouvera surabondamment.

L'existence de Conseils de prud'hommes qui jugent une, deux, cinq affaires par an, est un non-sens et un gaspillage d'argent qu'on ne peut justifier.

Le tableau suivant vous renseigne quelques-uns de ces conseils dont l'existence est à peu près inutile :

Affaires introduites en 1923.

CONSEILS.	Chambres pour ouvriers,	Chambres pour employés.
1. Anvers	1,169	276
2. Malines. . . .	146	19
3. Turnhout. . .	58	8
4. Bruxelles . . .	1,045	459
5. Forest	130	27
6. Ixelles	804	437
7. Molenbeek . .	591	105
8. St-Josse-t.-N. .	268	68
9. Schaerbeek . .	860	343
10. Vilvorde . . .	11	7
11. Hal	31	2
12. Louvain . . .	98	22
13. Nivelles. . . .	76	4
14. Tubize	15	3

CONSEILS.	Chambres pour ouvriers.	Chambres pour employés.
15. Bruges	171	111
16. Courtrai	233	19
17. Mouscron	46	4
18. Roulers	17	5
19. Thielt	20	1
20. Ostende	222	17
21. Ypres	146	5
22. Alost	79	28
23. Grammont	2	—
24. Audenarde	9	3
25. Renaix	11	8
26. Saint-Nicolas	67	12
27. Lokeren	14	2
28. Eecloo	22	11
29. Gand	352	141
30. Termonde	48	8
31. Charleroi	704	80
32. Dour	309	—
33. La Louvière	2,087	116
34. Lessines	22	1
35. Pâturages	68	—
36. Soignies	24	6
37. Tournai	67	23
38. Comblain	17	—
39. Fléron	10	—
40. Huy	20	7
41. Jemeppe	25	13
42. Seraing	19	—
43. Liège	632	190
44. Verviers	131	35
45. Andenne	29	3
46. Auvelais	42	4
47. Dinant	45	—
48. Namur	117	27

Mais, à propos d'économies, nous est-il permis de demander en passant pourquoi le Gouvernement n'a pas songé à reprendre la disposition que contenait le projet primitif de la loi sur les Conseils de prud'hommes qui prévoyait pour les Conseils de prud'hommes d'appel la même répartition et le même ressort que pour les Cours d'appel et en instituait

trois pour l'ensemble du royaume, de même qu'il existe trois Cours d'appel?

Là aussi le Gouvernement aurait pu réaliser une sérieuse économie.

Les inconvénients résultant des déplacements ne sont plus aussi considérables lorsqu'il s'agit des Conseils d'appel. Il est, en effet, plutôt rare que les justiciables s'y présentent en personne.

Ils sont presque toujours représentés par des avocats qui viennent de villes ou communes importantes où les communications par chemin de fer sont très faciles.

Voici, à titre documentaire, un tableau indiquant le nombre des affaires jugées en 1926 par les Conseils de prud'hommes d'appel :

CONSEILS.	Affaires jugées.
—	—
Anvers	26
Bruxelles	143 (en 1925).
Bruges	18
Gand	17
Mons	22
Liège	24 (en 1925).
Namur	3

Fermons cette parenthèse et reconnaissons que les avantages résultant de la fusion sont plus considérables que les inconvénients.

Nous pouvons donc aisément nous rallier au point de vue du Gouvernement en cette matière.

Il est quelques détails du projet au sujet desquels nous ne sommes pas d'accord.

Le Gouvernement propose la fusion des conseils de Renaix et Audenarde et l'établissement du siège du conseil unique dans cette dernière ville. Nous pensons que c'est une erreur. En effet, Renaix est une commune de 23,000 habitants et comptant près de deux cents fabriques; Audenarde a 7,000 habitants et fort peu de fabriques. La population de Renaix est essentiellement industrielle

tandis qu'Audenarde est surtout une localité agricole. Il est vrai que Renaix se trouve à la périphérie de l'arrondissement; mais Renaix a pour les ouvriers qui sont le plus directement intéressés un avantage énorme à l'égard d'Audenarde.

La Commission vous propose donc d'amender le projet dans ce sens.

En outre, la Commission a constaté que l'on maintient certains Conseils de prud'hommes alors que le nombre d'affaires jugées, en un an, est minime et que le montant de la dépense, si on le compare au nombre des affaires jugées, est vraiment disproportionné.

Voyons le tableau ci-après :

A. — *Frais de fonctionnement actuels.*

CONSEILS.	Affaires jugées en 1926.	Frais Etat, Provinces, Communes.	Coût par affaire jugée.
*Tubize	8	4,672 (1)	584
Vilvorde.	17	6,313	371
Thielt	1	4,845	4,845
Eecloo	2	5,463	2,731
Comblain	2	5,842	2,921
Fléron	—	4,152	?

B. — *Frais de fonctionnement en tenant compte de l'avant-projet de péréquation du traitement des greffiers.*

Tubize	8	7,072 (2)	884
Vilvorde.	17	9,673	569
Thielt	1	9,165	9,165
Eecloo	2	10,143	5,071
Comblain	2	9,922	4,961
Fléron	—	7,512	?

* Actuellement les fonctions de greffier près de ce conseil sont exercées par un greffier assumé; l'estimation des frais a été opérée en prenant comme base le traitement minimum de la classe de ce conseil.

(1) Ces chiffres comprennent le traitement du greffier, les jetons de présence attribués aux membres du conseil, frais de déplacement, etc.

(2) Ces chiffres sont donnés sous toutes réserves. Ils n'ont été approuvés ni par le Ministre, ni par le Conseil des Ministres. Ce sont de simples suggestions.

La Commission propose de modifier le projet en supprimant ces conseils, en fusionnant leur ressort avec celui d'autres conseils dont le maintien est nécessaire.

Le Conseil de Tubize serait réuni à celui de Nivelles; les Conseils de Vilvorde, Thielt et Eecloo seraient fusionnés respectivement avec ceux de Bruxelles, Roulers et Gand; les ressorts des Conseils de Comblain-au-Pont et Fléron seraient rattachés au ressort du Conseil de prud'hommes de Liège.

Quant à la modification du ressort de Dinant, la Commission est unanime pour marquer son accord au sujet de l'amendement présenté par le Gouvernement. Il en est de même pour celui de Turnhout.

Votre Commission voudrait voir introduire une disposition permettant de remédier à l'un des inconvénients de la fusion de ressorts : celui des déplacements.

Il suffirait de donner la faculté au plaignant de demander par lettre la convocation de la partie adverse devant le Bureau de conciliation.

Et comme la loi du 9 juillet 1926 prévoit que le Bureau de conciliation pourra juger en dernier ressort jusque 200 fr., beaucoup d'affaires pourront se terminer moyennant un seul déplacement.

Les deux parties devraient aussi avoir la faculté d'obtenir, à leur demande, notification du jugement, par lettre émanant du greffe.

La Commission propose d'introduire par voie d'amendement les dispositions nécessaires à cet effet.

Telles sont les observations qui furent faites au sein de la Commission et les modifications qu'elle désirerait voir apporter au projet dont elle souhaite, d'ailleurs, unanimement, l'adoption urgente par le Sénat.

Le Président,
ARMAND HUBERT.

Le Rapporteur,
J. VAN ROOSBROECK.

**Amendements
présentés par la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

Rédiger cet article en ces termes :

« Les Conseils de prud'hommes de Forest, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Tubize, Vilvorde, Thielt, Audenarde, Eecloo, Grammont, Lokeren, Comblain-au-Pont, Fléron et Seraing seront supprimés à partir du 1^{er} juin 1928. »

ART. 2.

A l'alinéa 1^{er}, intercaler après le mot « Louvain » le mot « Nivelles » et après le mot « Alost » les mots « Gand » et « Renaix ».

Supprimer les mots « Thielt » et « Audenarde ».

Modifier le tableau qui suit :

a) En joignant au ressort du Conseil de prud'hommes de Bruxelles les communes du canton judiciaire de Vilvorde et la commune de Grimberghen;

b) En ajoutant sous la rubrique « Siège du Conseil », le mot « Nivelles » et, en regard, sous la rubrique « Ressort » l'énonciation suivante :

« Les communes des cantons judiciaires de Genappe et de Nivelles; »

c) En joignant au ressort du Conseil de prud'hommes de Roulers les communes dont se compose le ressort du Conseil de prud'hommes de Thielt et en biffant ce dernier conseil;

d) En biffant le Conseil de prud'hommes d'Audenarde;

e) En inscrivant successivement, à la suite du Conseil de prud'hommes d'Alost, le conseil de Gand et le conseil de Renaix et en indiquant comme ressort de la première de ces juridictions toutes les communes de l'arrondissement judiciaire de

**Amendementen
voorgesteld door de Commissie.**

EERSTE ARTIKEL.

Dit artikel te doen luiden :

« De Werkrechtshraden te Vorst, Elsene, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joosten-Oode, Schaerbeek, Tweebeeck, Vilvoorde, Thielt, Oudenarde, Eecloo, Geeraardsbergen, Lokeren, Comblain-au-Pont, Fléron en Seraing zijn met ingang van 1 Juni 1928 opgeheven. »

ART. 2.

In het eerste lid na het woord « Leuven » in te voegen « Nijvel » en na het woord « Aalst », « Gent » en « Ronse ».

De woorden « Thielt » en « Oudenarde » te doen wegvallen.

De daaropvolgende tabel te wijzigen als volgt :

a) Met bij het rechtsgebied van den Werkrechtshraad te Brussel, de gemeenten te voegen van het rechterlijk kanton Vilvoorde en de gemeente Grimberghen;

b) Met onder de hoofding « Zetel van den Raad », het woord « Nijvel » te voegen, en, daarnaast, onder de hoofding « Rechtsgebied », de volgende opsomming :

« De gemeenten van de rechterlijke kantons Genappe en Nijvel; »

c) Met, bij het rechtsgebied van den Werkrechtshraad te Roeselare, de gemeenten te voegen van het rechtsgebied van den Werkrechtshraad te Thielt en met dezen raad te doen wegvallen;

d) Met den Werkrechtshraad te Oudenarde te doen wegvallen;

e) Met achtereenvolgens na den Werkrechtshraad te Aalst, dien te Gent, en dien te Ronse te vermelden, met aanduiding, als rechtsgebied van den eersten raad, van al de gemeenten van het rechterlijk arrondissement Gent, en, als

Gand et comme ressort de la seconde les localités qui, d'après le tableau, devaient composer la nouvelle circonscription du Conseil de prud'hommes d'Audenarde;

f) En ajoutant au ressort du Conseil de prud'hommes de Liège les communes d'Aywaille, Beaufays, Dolembreux, Esneux, Louveignée, Rouvieux, Sougnée-Remouchamps et Sprimont, les communes du canton judiciaire de Ferrières, les communes d'Anthisnes, Comblain-au-Pont, Comblain-Fairon, Hamoir, Hody, Nandrin, Ouffet, Poulseur, Tavier, Villers-aux-Tours, les communes de Bellaire, Beyne-Heusay, Fléron, Micheroux, Queue-de-Bois, Rétinne, Romsée et Soumagne.

Disposition additionnelle.

ART. 15.

Compléter de la manière suivante les articles 52 et 79 de la loi du 9 juillet 1926:

« ART. 52. — L'auteur de la réclamation demande au greffier la convocation de la partie adverse devant le Bureau de conciliation soit verbalement, soit par écrit.

» L'appel des parties... »

« ART. 79. — Le greffier adresse, par lettre, aux parties, un résumé du dispositif du jugement.

» Les parties ont, au surplus, le droit de s'en faire adresser, à leur frais, par le greffier, la copie intégrale.

» La sentence est signifiée... »

rechtsgebied van den tweeden raad, van de gemeenten die, volgens de tabel, het nieuwe rechtsgebied hadden moeten uitmaken van den Werkrechtersraad te Oudenarde.

f) Met bij het rechtsgebied van den Werkrechtersraad te Luik te voegen de gemeenten Aywaille, Beaufays, Dolembreux, Esneux, Louveignée, Rouvieux, Sougnée-Remouchamps en Sprimont, de gemeenten van het rechterlijk kanton Ferrières, de gemeenten Anthisnes, Comblain-au-Pont, Comblain-Fairon, Hamoir, Hody, Nandrin, Ouffet, Poulseur, Tavier, Villers-aux-Tours, de gemeenten Bellaire, Beyne-Heusay, Fléron, Micheroux, Queue-de-Bois, Rétinne, Romsée en Soumagne.

Aanvullende bepaling.

ART. 15.

De artikelen 52 en 79 der wet van 9 Juli 1926 aan te vullen als volgt :

« ART. 52. — De indiener van de klacht vraagt aan den griffier, hetzij mondeling, hetzij schriftelijk, de oproeping van de tegenpartij voor het Verzoeningsbureau.

» De oproeping van partijen, enz... »

« ART. 79. — De griffier zendt, bij brief, aan partijen, den beknopten inhoud van het beschikkend gedeelte van het vonnis.

» Bovendien hebben partijen het recht zich daarvan op hare kosten, door den griffier het volledig afschrift te doen zenden.

» Het vonnis wordt beteekend... »

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 6 APRIL 1927

Verslag uit naam der Commissie voor Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot opheffing van sommige Werkrechtersraden, tot wijziging van het rechtsgebied van sommige andere en tot oprichting van een Werkrechtersraad te Hasselt.

(Zie de n^{rs} 79, 85 en 95 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren HUBERT, voorzitter; BAECK, BROECKX, CARPENTIER, DEMOULIN, DUPRET, EYLENBOSCH, JAUNIAUX, MOYERSON, RUTTEN, SOLAU, VAN BELLE, VAN COILLIE en VAN ROOSBROECK, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, lezen wij dat « het hoofddoel ervan bestaat in het wijzigen van het rechtsgebied van sommige Werkrechtersraden door hetzelfde in dier voege *uit te breiden* dat een grooter getal arbeiders door werkrechters kunnen worden berecht ».

Van dit standpunt uit, stelt de Regeering voor het rechtsgebied der Werkrechtersraden te Mechelen, Turnhout, Brussel, Halle, Leuven, Waver, La Louvière, Pâturages, Hoei, Luik, Verviers, Andenne, Auvelais, Dinant en Namen uit te breiden.

« Onder de voorgestelde gebiedsuitbreidingen, zegt de Memorie van Toelichting, is er een die vooral uwe aandacht verdient, namelijk die waardoor al de gemeenten der Brusselsche agglomeratie bij een enkelen Werkrechtersraad worden aangesloten. »

Met dit nieuwe stelsel voor te stellen, had de Regeering op het oog al het mogelijke nut te halen uit de groote voordeelen die gepaard gaan met *centralisatie*.

Sommige gebiedsuitbreidingen bestaan er in een of meer gemeenten uit het rechtsgebied van een raad over te

brengen naar dit van een anderen raad. De Regeering heeft hier rekening willen houden met de voordeelen van betere verkeersmiddelen voor de rechtzoekenden.

De Regeering heeft er bovendien aan gedacht sommige raden van al te geringe bedrijvigheid op te heffen, namelijk die van Geeraardsbergen, Lokeren, Ronse en Seraing.

Ten slotte stelt de Regeering voor een Werkrechtersraad op te richten te Hasselt, wiens rechtsgebied zich zal uitstrekken over heel de provincie Limburg.

Deze zijn de groote trekken van dit ontwerp met veelvoudig doel.

Uwe Commissie heeft het aandachtig onderzocht. Sommige punten hebben aanleiding gegeven tot opmerkingen, die wij hier willen aanhalen.

Met bijzondere aandacht heeft de Commissie vooreerst het vraagstuk der samenvoeging van Werkrechtersraden onderzocht.

Hieraan zijn voordeelen en nadeelen verbonden.

Sommen wij eerst bondig de nadeelen op :

In sommige gevallen kan de samenvoeging de taak van den Werkrechtersraad in gevaar brengen. Immers, de

rechtzoekenden kunnen verplicht worden zich tot zevenmaal toe te verplaatsen voor één enkel geding :

1^o Om klacht in te dienen bij den griffier;

2^o Om voor het verzoeningsbureau te verschijnen;

3^o Ingeval van uitstel; indien de tegenpartij het wegens eene gegronde reden aanvraagt, wordt dit verzoek nooit afgewezen;

4^o Om vóór den raad te verschijnen;

5^o In geval van uitstel, aangevraagd door den gedaagde of zijn pleitbezorger;

6^o In geval van veroordeeling bij verstek;

7^o In geval van verzet.

En hier is er nog geen spraak van onderzoek, want alsdan kunnen de verplaatsingen nog talrijker zijn.

En gij moet niet gelooven dat de gevallen die zeven verplaatsingen vergen, zeldzaam zijn. Zij zijn maar al te talrijk. Welnu, velen zullen aarzelen hun werkgever vóór den Werkrechtersraad te dagen, indien zij zich drie, vier, vijf, zes tot zeven maal moeten verplaatsen van Heyst-op-den-Berg of van Ruysbroeck naar Mechelen, of van Sint-Leonard naar Antwerpen, bij voorbeeld.

Men moet trouwens niet uit het oog verliezen dat het onmogelijk is de raadsleden te verplichten iederen avond te zetelen. In het algemeen zijn het werkers van syndikaten, die als dusdanig 's avonds talrijke verplichtingen hebben.

Wat de *voordeelen* der samenvoeging betreft, moet men toegeven dat zij eene wezenlijke waarde hebben.

De Memorie van Toelichting somt er enkele op.

Stellig zullen de raadsleden die vaker zetelen, hierdoor eene ervaring opdoen, die zij moeilijk zouden verkrijgen indien zij enkel om de twee of drie maand een zaak moeten berechten.

Het ware trouwens wenschelijk dat de Werkrechtersraden er zich zouden op

toeleggen de wetten ten behoeve der werklieden van dichtbij te bestudeeren. Deze bevatten immers bepalingen die het nuttig zooniet onontbeerlijk is te kennen. Al te talrijk zijn de werkrechters die ermede onbekend zijn en ze bijgevolg niet toepassen.

Het vraagstuk van de eenheid van rechtspraak is stellig een bewijsgrond van groote waarde. Sommige raden verleen een opzeggingstermijn van een week, andere van eene halve week. Voor den per maand betaalden werkman verleen de raden een verplichten opzeggingstermijn nu eens van een maand, dan eens van een halve maand, elders nog van acht dagen. De samenvoeging kan dit nadeel stellig verhelpen.

Blijft nog de bewijsgrond van bezuiniging; deze heeft eene stellige en onbetwistbare waarde. Onderstaande tabel bewijst zulks ten overvloede.

Het bestaan van Werkrechtersraden die één, twee, vijf zaken per jaar berechten, is een ongewettigde onzin en geldverspilling.

Onderstaande tabel somt enkele dezer raden op, die schier overbodig zijn.

Zaken aanhangig gemaakt in 1925.

RADEN.	Kamers voor werklieden.	Kamers voor bedienden.
1. Antwerpen . . .	1,169	276
2. Mechelen . . .	146	19
3. Turnhout . . .	58	8
4. Brussel	1,045	459
5. Vorst	130	27
6. Elsene	804	437
7. Molenbeek . . .	591	105
8. St-Joost-t.-Oode	268	68
9. Schaarbeek . . .	860	343
10. Vilvoorde . . .	11	7
11. Halle	31	2
12. Leuven	98	22
13. Nijvel	76	4
14. Tweebeeck . . .	15	3

RADEN.	Kamers. voor werklieden.	Kamers. voor bedienden.
15. Brugge	171	111
16. Kortrijk	233	19
17. Moescroen	46	4
18. Roeselare	17	5
19. Thielt	20	1
20. Oostende	222	17
21. Yper	146	5
22. Aalst	79	28
23. Geeraardsbergen	2	—
24. Audenaerde . .	9	3
25. Ronse	11	8
26. Sint-Nicolaas .	67	12
27. Lokeren	14	2
28. Eecloo	22	11
29. Gent	352	141
30. Dendermonde .	48	8
31. Charleroi	704	80
32. Dour	309	—
33. La Louvière . .	2,087	116
34. Lessen	22	1
35. Pâturages . . .	68	—
36. Zinik	24	6
37. Doornik	67	23
38. Comblain	17	—
39. Fléron	10	—
40. Hoei	20	7
41. Jemeppe	25	13
42. Seraing	19	—
43. Luik	632	190
44. Verviers	131	35
45. Andenne	29	3
46. Auvélais	29	3
47. Dinant	45	—
48. Namen	117	27

In zake bezuiniging zijn wij zoo vrij even te vragen waarom de Regeering er niet aan gedacht heeft de bepaling over te nemen, bevat in het oorspronkelijk wetsontwerp op de Werkrechtersraden en waarbij voor de Werkrechtersraden in beroep dezelfde verdeling en hetzelfde rechtsgebied worden voorzien als voor de Hoven van beroep en er drie

werden ingesteld voor het geheele rijk, zooals er drie Hoven van beroep zijn.

Ook in dit opzicht had de Regeering een ernstige bezuiniging kunnen verwezenlijken.

De bezwaren die voortspruiten uit de verplaatsingen zijn niet meer belangrijk als het de Raden in beroep betreft. Het gebeurt inderdaad eerder zelden dat de rechtzoekenden er persoonlijk verschijnen. Zij zijn doorgaans vertegenwoordigd door advocaten die komen van steden of belangrijke gemeenten waar de verbindingen per spoor zeer gemakkelijk zijn.

Hier volgt, ter inlichting, een tabel met het aantal zaken in 1926 door de Werkrechtersraden in beroep gevonden :

RADEN.	Gevonniste zaken.
Antwerpen	26
Brussel	143 (in 1925).
Brugge	18
Gent	17
Bergen	22
Luik	24 (in 1925).
Namen	3

Laten wij deze parenthesis sluiten en erkennen dat de voordeelen van de samenvoeging grooter zijn dan de nadeelen.

Wij kunnen ons dus gemakkelijk aansluiten bij de zienswijze van de Regeering in dit opzicht.

Omtrent sommige bijzonderheden van het ontwerp zijn wij het echter niet eens.

De Regeering stelt de samenvoeging voor van de raden van Ronse en Audenaerde en de instelling van den eenigen raad in deze laatste stad. Wij meenen dat het verkeerd is. Inderdaad, Ronse telt 23,000 inwoners en bijna tweehonderd fabrieken; Audenaerde telt 7,000 inwoners en zeer weinig fabrieken. De bevolking van Ronse is uiteraard industrieel, terwijl Audenaerde vooral een landbouwgemeente is. Weliswaar ligt Ronse aan de grens van het arrondis-

sement, doch Ronse heeft voor de werklieden, die er meer bepaald bij betrokken zijn, een groot voordeel tegenover Audenaerde.

De Commissie stelt U derhalve voor het ontwerp in dien zin te amendeeren.

Bovendien heeft de Commissie vast-

gesteld dat sommige Werkrechtersraden gehandhaafd worden terwijl het aantal in één jaar gevonniste zaken gering is en het bedrag der uitgave, vergeleken bij het aantal gevonniste zaken, waarlijk buiten verhouding is.

Nemen wij volgende tabel:

A. — *Huidige kosten van werking.*

RADEN.	Zaken gevonnist in 1926.	Kosten Staat, Provincie, Gemeenten.	Kosten per gevonnisste zaak.
*Tweebeek	8	4,672 (1)	584
Vilvoorde	17	6,313	371
Thielt	1	4,845	4,845
Eecloo	2	5,463	2,731
Comblain	2	5,842	2,921
Fléron	—	4,152	?

B. — *Kosten van werking met inachtneming van het voor-ontwerp der loonregeling van de griffiers.*

Tweebeek	8	7,072 (2)	884
Vilvoorde	17	9,673	569
Thielt	1	9,165	9,165
Eecloo	2	10,143	5,071
Comblain	2	9,922	4,961
Fléron	—	7,512	?

* Thans wordt het ambt van griffier bij deze raden vervuld door een toegevoegden griffier; de raming der kosten geschiedde volgens den grondslag der minimum-wedde der klasse van deze raden.

(1) Deze getallen beslaan de wedde van den griffier, de zitpenningen aan de leden van den raad toegekend, verplaatsingskosten, enz.

(2) Deze getallen worden met alle voorbehoud opgegeven. Zij werden goedgekeurd noch door den Minister, noch door den Ministerraad. Het zijn slechts veronderstellingen.

De Commissie stelt voor het ontwerp te wijzigen door deze raden op te heffen en door hun rechtsgebied te voegen bij dit van andere raden waarvan het voortbestaan noodig blijkt.

De raad van Tweebeek zou gevoegd worden bij dien van Nijvel; de raden van Vilvoorde, Thielt en Eecloo zouden onderscheidenlijk gevoegd worden bij deze van Brussel, Roeselare en Gent; de rechtsgebieden der raden van Comblain-au-Pont en Fléron zouden gevoegd worden bij het rechtsgebied van den raad van Luik.

Inzake de wijziging van het rechtsgebied van Dinant was de Commissie het eens over het amendement door de Regeering ingediend. Dit geldt ook voor Turnhout.

Uwe Commissie zou wenschen een bepaling te zien inlasschen waarbij aan een der bezwaren van de samenvoeging der rechtsgebieden wordt tegemoet gekomen: dit van de verplaatsingen.

Het zou volstaan aan den klager het recht te geven bij brief de oproeping van de tegenpartij vóór het verzoeningsbureel te vragen.

En daar de wet van 9 Juli 1926 voorziet dat het verzoeningsbureel in hoogsten aanleg uitspraak kan doen over eischen tot een bedrag van 200 frank, zoo zullen tal van zaken kunnen worden afgehandeld mits een enkele verplaatsing.

Beide partijen zouden ook het recht moeten hebben, op hare aanvraag, betekening te bekomen van het vonnis, bij brief uitgaande van de griffie.

De Commissie stelt voor, bij wijze van amendement, de daartoe noodige bepalingen in te lasschen.

Dit zijn de aanmerkingen die in den schoot van de Commissie werden gemaakt samen met de wijzigingen die zij wenscht te zien toebrengen aan het ontwerp dat zij eensgezind is om aan den Senaat ter goedkeuring voor te stellen.

De Voorzitter,
A. HUBERT.

De Verslaggever,
J. VAN ROOSBROECK.